

Tournée républicaine/Makokou

## BOA promet de relancer le projet Belinga

Par JMS

C'est sans doute la baisse de la température ambiante consécutive à la grande saison sèche qui a fait perdre à Bongo Ondimba Ali (BOA), le sens de la réalité actuelle des finances publiques du Gabon. Surtout la dégradation accélérée de sa note souveraine par toutes les agences de notation. En plein marasme économique, avec tous les voyants au rouge, BOA promet aux « habitants de la ville de fer », comprendre Mékambo et accessoirement au reste des Ogivins, qu'il va relancer le projet d'exploitation du minerai de fer de Belinga. Pour qu'il puisse parvenir à cet exploit, BOA demande d'abord aux Ogivins de lui faire confiance en lui confiant un second mandat. « *Je vous avais promis en 2009 que nous allons développer Belinga. Mais lorsque j'ai voulu commencer on m'a dit que la mine n'était plus à nous. Il a fallu payer 35 milliards de FCFA pour qu'elle nous revienne* ». Tel aura été la fable servie par BOA aux popula-

**La tonne de fer vaut plus que 50 dollars**

tions pour expliquer pourquoi il n'a rien tenté. Naturellement il y a surtout vu une manière indirecte de faire porter à Jean Ping le retard accumulé dans le développement de ce projet. Ce que BOA a soigneusement évité de reconnaître est que ce projet est resté à l'état de friche à cause de trois raisons principales : le marché du fer qui pique du nez depuis 2006, la concurrence des gisements équivalents situés en Afrique et bien sûr le coup induit par le développement dudit projet. C'est dire que le contrat signé

avec China Machinery Engineering Corporation (CMEC), une entreprise de travaux publics chinoise, pour une concession de vingt-cinq ans, a été certes mal négocié, mais aurait pu aboutir à l'exploitation de la mine si les trois autres conditions étaient satisfaisantes.

BOA doit sans doute ignorer que le marché mondial du fer a beaucoup baissé depuis 2006. Il était de 55 dollars US la tonne en 2006, avant de cumuler à 200 dollars la tonne en 2008. Aujourd'hui, après sa libérali-

sation, la tonne de fer ne vaut plus que 50 dollars. Ce prix est inscrit durablement à la baisse. Cette baisse est de l'ordre 18% par an depuis au moins cinq ans, estiment plusieurs analyses reprises par Le journal du Net (JND). Face à cette perspective baissière, la rentabilité d'un projet comme Belinga est remise en cause au regard du niveau très élevé des investissements requis – port, chemin de fer et centrale hydroélectrique. Tant que le taux interne de rentabilité (TIR) qui est fortement corrélé au prix de vente du



minerai sur le marché, ne sera pas très largement au-dessus des taux d'intérêts bancaire, aucun investisseur ne s'intéressera à ce projet. Sans investisseur privé, ce projet ne démarquera jamais. BOA le sait. Mais en menteur chronique, il feint de lier son improbable « *réélection* » faute d'acte de naissance authentique, à la résurgence dudit projet.

BOA sait sans doute aussi que le gisement de Belinga n'est pas le seul qui pourrait intéresser les investisseurs privés en Afrique. D'autres sites existent, notamment en Guinée Conakry, au Cameroun et au Congo. Certains d'entre eux présentent des conditions de coût plus favorables qu'au Gabon. Cette concurrence avec Belinga ne va pas cesser d'exister avec l'improbable réélection de BOA. Elle pèsera d'autant surtout qu'avec la crise économique qui sévit, les investisseurs capables de mobiliser de telles ressources ne sont pas légion dans le monde.

BOA sait enfin qu'il laisse un Gabon dépourvu de toute marge de manœuvre financière. Le

député de l'Union nationale Patrick Eyogo Edzang l'a rappelé à l'Assemblée nationale le 24 juin dernier. Le service de la dette dès 2017 devra absorber près de 1 000 milliards des recettes budgétaires et ce chaque année pendant six ans. La croissance exponentielle de la masse salariale l'a amené vers les sommets. Elle va représenter près de 800 milliards de FCFA chaque année. Pour un pays qui génère bon an mal an entre 1 700 et 2 000 milliards de recettes propres, il ne peut pas trouver les moyens de dégager 2,9 milliards de dollars, soit près de 2 000 milliards de FCFA, pour financer un tel projet. Il ne peut pas compter sur l'endettement non plus car n'ayant plus en la matière une quelconque capacité. Et sa dette est déjà classée hautement spéculative par les agences de notation. Pas de quoi attirer un investisseur. Même un fonds vautour.

Avec un tableau aussi sombre, avec quels moyens BOA compte-t-il honorer cette nouvelle promesse faite aux Ogivins ?